DOSSIER KHERSON · 1ER–5 NOVEMBRE 2026

KHERSON, 2 NOVEMBRE : UN HÔPITAL FRAPPÉ NEUF HEURES APRÈS LA FIN DE LA TRÊVE

La trêve locale autour d'Olechky occupée, la plus longue pause dans les combats depuis 2022, a pris fin à 22:59, heure de Kyiv, le 1er novembre 2026 après le refus par la Russie d'une offre de la prolonger, selon un haut responsable ukrainien. Moins de neuf heures plus tard, vers 07:40, un drone a frappé un établissement médical du centre de Kherson. Vingt minutes après, un drone a frappé une voiture et blessé deux habitants âgés.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

<9 h

entre la fin de la trêve (22:59, 1er nov.) et le drone sur un établissement médical du centre de Kherson (vers 07:40, 2 nov.) B

D. Arakhamia via Suspilne, 27 oct. 2026 ; Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026, via UNITED24 Media

2

blessés lorsqu'un drone a frappé une voiture dans le district de Korabelnyï vers 08:00 — une femme de 62 ans et un homme de 73 ans B

Administration régionale de Kherson, 2 nov. 2026, via AFP/Euronews · préliminaire

~800

personnes évacuées pendant la trêve — un chiffre que ni Kyiv ni Moscou n'ont confirmé C

La Première Dame des États-Unis Melania Trump sur X, 1er nov. 2026, via Al Jazeera et Reuters

1 · 3

tué · blessés dans la région de Kherson au cours de la journée jusqu'au 5 nov. — le premier civil signalé tué depuis la fin de la trêve B

Gouverneur de la région de Kherson O. Prokoudine, 5 nov. 2026, via le Kyiv Independent · préliminaire

L'ESSENTIEL

Six jours de calme, puis un drone sur une clinique. La trêve a tenu de 03:00 le 27 octobre à 22:59 le 1er novembre ; vers 07:40 le 2 novembre, un drone a endommagé des pièces, des fenêtres et des portes d'un établissement médical du centre de Kherson. Personne n'a été blessé, selon les données préliminaires — le personnel se trouvait dans l'abri (Administration militaire de la ville de Kherson ; directeur de l'établissement via Kyiv Post).

Pas de renouvellement. La Russie a refusé une offre ukrainienne de prolonger la trêve, a déclaré à l'AFP un haut responsable de la présidence ukrainienne ; le Kremlin a exclu des missions similaires pour l'instant (D. Peskov, 2 nov., via l'AFP, Ukrainska Pravda et le Kyiv Independent).

Une tendance que l'ONU a nommée. La Commission d'enquête de l'ONU a conclu en 2025 que les attaques de drones russes contre des civils à Kherson constituent le crime contre l'humanité de meurtre, et que des drones ont frappé des ambulances en route vers les blessés.

QUALIFICATION JURIDIQUE EN TROIS NIVEAUX

UN DRONE A FRAPPÉ UN ÉTABLISSEMENT MÉDICAL DU CENTRE DE KHERSON LE 2 NOVEMBRE — SELON LES AUTORITÉS UKRAINIENNES (B)

ATTAQUES DE DRONES CONTRE DES CIVILS À KHERSON — CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ (COMMISSION D'ENQUÊTE DE L'ONU, 2025)

UKRAINE : LA RUSSIE A UTILISÉ LA PAUSE HUMANITAIRE POUR AMÉLIORER SES POSITIONS — POSITION

Établi. La Commission d'enquête de l'ONU a conclu en mai 2025 que les attaques de drones russes contre des civils à Kherson constituent le crime contre l'humanité de meurtre et le crime de guerre consistant à attaquer des civils, et en octobre 2025 le crime contre l'humanité de transfert forcé. Pour le 2 novembre, les autorités ukrainiennes indiquent qu'un drone a frappé un établissement médical du centre de Kherson vers 07:40 et qu'un drone a blessé deux personnes dans une voiture vers 08:00 ; aucun organe mandaté n'a encore vérifié l'un ou l'autre. **Tendance.** Des établissements médicaux de Kherson ont été frappés par des drones le 14 avril et le 13 juillet 2026. **Position.** L'État-major général ukrainien affirme que la Russie a utilisé la pause humanitaire pour améliorer ses positions.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Soutenir des pauses humanitaires autour d'Olechky surveillées par l'ONU et le CICR, avec un corridor renouvelable et vérifiable pour les personnes qui restent ; et demander à la Russie d'exclure les établissements médicaux de tout plan de frappe (IVe Convention de Genève, art. 18).

Sources : A — Commission d'enquête sur l'Ukraine : A/HRC/59/CRP.2 (28 mai 2025), mise à jour présentée au Conseil des droits de l'homme (22 sept. 2025), A/80/497 (oct. 2025). B — Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026 ; administration régionale de Kherson et gouverneur O. Prokoudine, 2 et 5 nov. 2026 ; État-major général des Forces armées ukrainiennes, 1er–2 nov. 2026 ; Médiateur D. Loubinets, 2 nov. 2026 ; D. Arakhamia, 27 oct. 2026 ; administrations militaires de la ville et de la région de Kherson les 14 avr. et 13 juil. 2026. C — AFP (via Euronews, Malay Mail, Asharq Al-Awsat, Vive USA), Reuters (via Internazionale, The Financial Express, Devdiscourse), Al Jazeera, Kyiv Post, UNITED24 Media, Censor.net, Slovo i Dilo, LIGA.net, Gordon, le Kyiv Independent (1er–5 nov. 2026) ; la Première Dame des États-Unis Melania Trump sur X, 1er nov. 2026. RU — porte-parole du Kremlin D. Peskov, 2 nov. 2026 (AFP ; Reuters) ; commissaire russe aux droits de l'homme Ia. Lantratova, 2 nov. 2026 (Reuters). Tous consultés le 5 nov. 2026.

DOSSIER
V1 · 5 NOV. 2026 · DOSSIER DE SIX PAGES · CHIFFRES PRÉLIMINAIRES · VERSION EN LIGNE ET JOURNAL DES RECTIFICATIFS SUR LE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

DOSSIER LE DÉROULEMENT DES FAITS

UN DRONE SUR UNE CLINIQUE, PUIS UN DRONE SUR UNE VOITURE

Les frappes sont survenues au premier matin après la trêve, dans une ville dont la Commission d'enquête de l'ONU a constaté qu'elle est traquée depuis les airs par des opérateurs de drones russes postés sur la rive gauche depuis juillet 2024.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

27 oct. 2026, 03:00	La trêve locale autour d'Olechky occupée entre en vigueur, pour laisser entrer l'aide et sortir les civils ; elle doit prendre fin à 22:59 le 1er nov. La Maison-Blanche avait d'abord indiqué le 29 oct., jour du départ de la mission humanitaire. B — D. Arakhamia, membre de l'équipe de négociation de l'Ukraine, via Suspilne, 27 oct. 2026
1 nov. 2026	La Première Dame des États-Unis indique que la trêve a permis l'évacuation de « près de 800 personnes ». Le Médiateur ukrainien déclare que les deux parties ont honoré leurs engagements ; aucun bilan officiel n'est publié. C — Melania Trump sur X, via Al Jazeera, 1er nov. 2026 ; Médiateur D. Loubinets via Gordon, 2 nov. 2026
1er nov. 2026, 22:59	La trêve prend fin. Un haut responsable de la présidence ukrainienne déclare à l'AFP que la Russie a refusé une offre de la prolonger : « les Russes ne veulent pas ». C — Al Jazeera, 1er nov. 2026 ; AFP via Vive USA, 1er nov., et Euronews, 2 nov. 2026
2 nov. 2026, vers 07:40	Un drone frappe un établissement médical du centre de Kherson : plusieurs pièces endommagées, fenêtres et portes intérieures brisées. Pas de victimes, selon les données préliminaires. B — Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026, via UNITED24 Media et Censor.net
2 nov. 2026, vers 08:00	Un drone frappe une voiture dans le district de Korabelnyï ; une femme de 62 ans et un homme de 73 ans sont blessés et hospitalisés. B — Administration régionale de Kherson, 2 nov. 2026, via AFP/Euronews
2 nov. 2026	L'État-major général ukrainien affirme que les forces russes ont utilisé la pause pour assurer la rotation d'unités, fortifier des positions, étendre les dispositifs anti-drones sur les routes et acheminer des munitions. B — État-major général des Forces armées ukrainiennes, 2 nov. 2026, via Slovo i Dilo et LIGA.net
5 nov. 2026	Région de Kherson : 1 tué et 3 blessés au cours de la dernière journée à Kherson et dans 31 autres localités — le premier civil signalé tué depuis la fin de la trêve ; 10 autres personnes avaient été blessées les jours précédents. B — Gouverneur de la région de Kherson O. Prokoudine et administration militaire régionale, via le Kyiv Independent, 5 nov. 2026

CE QUI FIGURE AU DOSSIER À CE STADE

Administration militaire de la ville de Kherson : vers 07:40, un drone a attaqué le centre de Kherson et frappé un établissement médical ; plusieurs pièces ont été endommagées et des fenêtres et portes intérieures brisées (Ia. Chanko, 2 nov.).

Le directeur de l'établissement a indiqué que la façade du bâtiment de trois étages, des bureaux, des ordinateurs et du mobilier avaient été endommagés et que tout le personnel se trouvait dans l'abri (via Suspilne, cité par Kyiv Post, 2 nov.).

L'administration de la ville a averti le jour même que les forces russes reprenaient la « chasse libre » aux véhicules au moyen de drones à fibre optique, FPV, Mavic et Molniya (via UNITED24 Media, 2 nov.).

QUI A ÉTÉ TOUCHÉ

Établissement médical : pas de victimes, selon les données préliminaires (Administration militaire de la ville de Kherson, 2 nov.).

District de Korabelnyï, vers 08:00 : une femme de 62 ans et un homme de 73 ans blessés dans leur voiture et hospitalisés (administration régionale de Kherson, via l'AFP, 2 nov.).

Région de Kherson, 24 heures jusqu'à 06:00, heure de Kyiv, le 2 nov. : 16 localités frappées par l'artillerie ou des attaques aériennes (gouverneur O. Prokoudine, via Reuters).

Région de Kherson, dernière journée jusqu'au 5 nov. : 1 tué et 3 blessés ; 10 autres blessés les jours précédents (gouverneur O. Prokoudine et administration militaire régionale, via le Kyiv Independent).

Sources : A — Commission d'enquête sur l'Ukraine : A/HRC/59/CRP.2 (28 mai 2025), mise à jour présentée au Conseil des droits de l'homme (22 sept. 2025), A/80/497 (oct. 2025). B — Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026 ; administration régionale de Kherson et gouverneur O. Prokoudine, 2 et 5 nov. 2026 ; État-major général des Forces armées ukrainiennes, 1er–2 nov. 2026 ; Médiateur D. Loubinets, 2 nov. 2026 ; D. Arakhamia, 27 oct. 2026 ; administrations militaires de la ville et de la région de Kherson les 14 avr. et 13 juil. 2026. C — AFP (via Euronews, Malay Mail, Asharq Al-Awsat, Vive USA), Reuters (via Internazionale, The Financial Express, Devdiscourse), Al Jazeera, Kyiv Post, UNITED24 Media, Censor.net, Slovo i Dilo, LIGA.net, Gordon, le Kyiv Independent (1er–5 nov. 2026) ; la Première Dame des États-Unis Melania Trump sur X, 1er nov. 2026. RU — porte-parole du Kremlin D. Peskov, 2 nov. 2026 (AFP ; Reuters) ; commissaire russe aux droits de l'homme Ia. Lantratova, 2 nov. 2026 (Reuters). Tous consultés le 5 nov. 2026.

DOSSIER
V1 · 5 NOV. 2026 · DOSSIER DE SIX PAGES · CHIFFRES PRÉLIMINAIRES · VERSION EN LIGNE ET JOURNAL DES RECTIFICATIFS SUR LE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

DOSSIER LES PREUVES, PAR NIVEAU

LA VILLE, LA RÉGION, L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL — ET PAS ENCORE UN MOT DE L'ONU

Le dossier du 2 novembre repose sur les administrations de la ville et de la région de Kherson et sur l'État-major général. Le bilan des évacuations ne provient que du médiateur américain ; Kyiv et Moscou n'en ont publié aucun. Aucune déclaration de l'ONU sur la fin de la trêve ou sur les frappes de Kherson n'a été trouvée au 5 novembre.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

ÉTABLI PAR DES ORGANES DOTÉS D'UN MANDAT

Commission d'enquête, 28 mai 2025 (A/HRC/59/CRP.2) : attaques de drones russes contre des civils à Kherson — crime contre l'humanité de meurtre ; crime de guerre consistant à diriger intentionnellement des attaques contre des civils ; ambulances prises pour cible et frappées par des drones. A

Commission d'enquête, A/80/497 (oct. 2025) : plus de 200 tués et plus de 2 000 blessés depuis juillet 2024 (par. 10) ; unités du groupement de forces « Dnepr » sous commandement central (par. 40) ; crime contre l'humanité de transfert forcé (par. 54). A

Aucune déclaration de l'OCHA, de la HRMMU ou du Coordonnateur de l'action humanitaire sur la fin de la trêve ou les frappes du 2 nov. n'a été trouvée au 5 nov. 2026. A

— A

ENQUÊTE UKRAINIENNE

Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026 : drone sur un établissement médical vers 07:40 ; pas de victimes, selon les données préliminaires. B

Administration régionale de Kherson, 2 nov. 2026 : voiture frappée vers 08:00, deux blessés ; gouverneur O. Prokoudine, 5 nov. : 1 tué, 3 blessés au cours de la dernière journée. B

État-major général, 1er–2 nov. 2026 : 167 civils déplacés des zones menacées de la rive droite le 1er nov. ; les forces russes ont utilisé la pause pour fortifier leurs positions. B

Médiateur D. Loubinets, 2 nov. 2026 : les deux parties ont honoré leurs engagements ; il étudie d'autres mesures humanitaires avec son homologue russe. B

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

AFP, 1er–3 nov. 2026 : la Russie a refusé une offre de prolonger la trêve (haut responsable de la présidence ukrainienne) ; « des centaines » de civils sont partis. C

Reuters, 2 nov. 2026 : la déclaration de l'État-major général ; la réponse de Peskov ; « près de 800 » personnes évacuées, selon la Première Dame des États-Unis. C

Kyiv Post, UNITED24 Media, Censor.net, Al Jazeera, le Kyiv Independent, 1er–5 nov. 2026. C

— C

LES CHIFFRES — TOUTES LES SOURCES, TELS QUE PUBLIÉS

Chiffre	Ce qui est compté	Source · date · niveau
~800 · des centaines	évacués pendant la trêve — Première Dame des États-Unis sur X · AFP	Al Jazeera ; Reuters ; AFP via Euronews · C
167	civils déplacés des zones menacées de la rive droite de la région de Kherson le 1er nov. — une évacuation distincte, non depuis Olechky	État-major général via Al Jazeera et Gordon · B
<750	habitants restés à Olechky après la trêve — affirmation russe, non vérifiée	Commissaire russe aux droits de l'homme Ia. Lantratova, via Reuters · RU
16 · 32	localités frappées dans la région de Kherson — 24 h jusqu'à 06:00 le 2 nov. · dernière journée jusqu'au 5 nov. (Kherson et 31 autres)	Gouverneur O. Prokoudine via Reuters ; via le Kyiv Independent · B

Le hub ne nomme ni l'établissement médical, ni ses patients, ni les deux personnes blessées dans la voiture.

Sources : A — Commission d'enquête sur l'Ukraine : A/HRC/59/CRP.2 (28 mai 2025), mise à jour présentée au Conseil des droits de l'homme (22 sept. 2025), A/80/497 (oct. 2025). B — Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026 ; administration régionale de Kherson et gouverneur O. Prokoudine, 2 et 5 nov. 2026 ; État-major général des Forces armées ukrainiennes, 1er–2 nov. 2026 ; Médiateur D. Loubinets, 2 nov. 2026 ; D. Arakhamia, 27 oct. 2026 ; administrations militaires de la ville et de la région de Kherson les 14 avr. et 13 juil. 2026. C — AFP (via Euronews, Malay Mail, Asharq Al-Awsat, Vive USA), Reuters (via Internazionale, The Financial Express, Devdiscourse), Al Jazeera, Kyiv Post, UNITED24 Media, Censor.net, Slovo i Dilo, LIGA.net, Gordon, le Kyiv Independent (1er–5 nov. 2026) ; la Première Dame des États-Unis Melania Trump sur X, 1er nov. 2026. RU — porte-parole du Kremlin D. Peskov, 2 nov. 2026 (AFP ; Reuters) ; commissaire russe aux droits de l'homme Ia. Lantratova, 2 nov. 2026 (Reuters). Tous consultés le 5 nov. 2026.

DOSSIER
V1 · 5 NOV. 2026 · DOSSIER DE SIX PAGES · CHIFFRES PRÉLIMINAIRES · VERSION EN LIGNE ET JOURNAL DES RECTIFICATIFS SUR LE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

DOSSIER RESPONSABILITÉ

OPÉRATEURS DE DRONES SUR LA RIVE GAUCHE ; PERSONNE N'EST ENCORE NOMMÉ

Aucun suspect n'a été nommé pour les frappes du 2 novembre. Ce qui figure au dossier, c'est le récit des autorités ukrainiennes faisant état de drones russes, et la conclusion de la Commission d'enquête sur qui dirige la campagne de drones contre Kherson.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

Destinataires	Rôle dans l'affaire	Procédures	Sanctions · tribunaux
Opérateurs de drones non identifiés	Ont frappé l'établissement médical et la voiture le 2 nov., selon les autorités ukrainiennes	Aucun résultat d'enquête publié au 5 nov.	—
Groupement de forces « Dnepr » Forces armées de la Fédération de Russie, rive gauche	La Commission a constaté que les unités menant des attaques de drones contre Kherson agissent sous ce commandement (A/80/497, par. 40)	Commission d'enquête, oct. 2025	A
Kremlin	N'a pas donné suite à l'offre de prolonger la trêve ; exclut des missions similaires pour l'instant	D. Peskov, 2 nov. 2026, via l'AFP ; refus selon un haut responsable ukrainien, via l'AFP	RU · C

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

La police et les procureurs ukrainiens documentent les frappes et les blessures.

L'OMS pourrait enregistrer la frappe comme une attaque contre les soins de santé.

La HRMMU pourrait vérifier les victimes pour son point de novembre.

LES ACTES PROPRES DE L'ÉTAT RUSSE

Le porte-parole du Kremlin D. Peskov, 2 nov. 2026, à propos de l'utilisation de la pause par les forces russes : « C'est une pratique tout à fait normale dans de telles situations. » (via l'AFP)

Peskov, 2 nov. 2026 : la mission d'Olechky a été « réussie » ; des missions similaires sont exclues pour l'instant (via l'AFP et Ukrainska Pravda).

Peskov, 2 nov. 2026 : les questions sur les forces russes « doivent plutôt être adressées à notre ministère de la Défense » (via Reuters).

Utiliser « Vers 07:40 le 2 novembre 2026, moins de neuf heures après la fin de la trêve d'Olechky, un drone a frappé un établissement médical du centre de Kherson, a indiqué l'administration militaire de la ville » et indiquer la source et la date.

Sources : A — Commission d'enquête sur l'Ukraine : A/HRC/59/CRP.2 (28 mai 2025), mise à jour présentée au Conseil des droits de l'homme (22 sept. 2025), A/80/497 (oct. 2025). B — Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026 ; administration régionale de Kherson et gouverneur O. Prokoudine, 2 et 5 nov. 2026 ; État-major général des Forces armées ukrainiennes, 1er–2 nov. 2026 ; Médiateur D. Loubinets, 2 nov. 2026 ; D. Arakhamia, 27 oct. 2026 ; administrations militaires de la ville et de la région de Kherson les 14 avr. et 13 juil. 2026. C — AFP (via Euronews, Malay Mail, Asharq Al-Awsat, Vive USA), Reuters (via Internazionale, The Financial Express, Devdiscourse), Al Jazeera, Kyiv Post, UNITED24 Media, Censor.net, Slovo i Dilo, LIGA.net, Gordon, le Kyiv Independent (1er–5 nov. 2026) ; la Première Dame des États-Unis Melania Trump sur X, 1er nov. 2026. RU — porte-parole du Kremlin D. Peskov, 2 nov. 2026 (AFP ; Reuters) ; commissaire russe aux droits de l'homme Ia. Lantratova, 2 nov. 2026 (Reuters). Tous consultés le 5 nov. 2026.

DOSSIER
V1 · 5 NOV. 2026 · DOSSIER DE SIX PAGES · CHIFFRES PRÉLIMINAIRES · VERSION EN LIGNE ET JOURNAL DES RECTIFICATIFS SUR LE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

DOSSIER VÉRIFICATION · CE QUE DIT LA RUSSIE

« UNE PRATIQUE TOUT À FAIT NORMALE »

Interrogé sur l'accusation ukrainienne selon laquelle les forces russes avaient utilisé la pause humanitaire pour fortifier leurs positions, le Kremlin ne l'a pas démentie et a parlé de pratique normale. L'affirmation est ici confrontée à ce que l'on sait.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

DMITRI PESKOV · PORTE-PAROLE DU KREMLIN, POINT DE PRESSE TÉLÉPHONIQUE, 2 NOV. 2026

« C'est une pratique tout à fait normale dans de telles situations. »

AFP, 2 nov. 2026, via Malay Mail (Reuters rend la phrase ainsi : « C'est une pratique courante dans de telles situations. »)

DIVERSION — LA PAUSE ÉTAIT DESTINÉE AUX CIVILS, ET LA RUSSIE A REFUSÉ DE LA RENOUVELER

L'État-major général ukrainien a indiqué que les forces russes avaient utilisé la pause pour assurer la rotation d'unités, fortifier des positions, étendre les dispositifs anti-drones sur les routes et acheminer des munitions (2 nov.). La Russie a refusé une offre de prolonger la trêve (haut responsable ukrainien, via l'AFP). Moins de neuf heures après sa fin, un drone a frappé un établissement médical du centre de Kherson (Administration militaire de la ville de Kherson).

Ce que l'affirmation concède : Pas un démenti : interrogé sur les forces russes, Peskov a déclaré ne pas « connaître les détails » et a renvoyé les questions au ministère de la Défense, tout en affirmant que la partie ukrainienne s'était « aussi » regroupée.

POUR ÊTRE JUSTE

Aucune des parties n'a signalé de violations pendant les six jours, et le Médiateur ukrainien a déclaré que les deux parties avaient honoré leurs engagements (via Gordon, 2 nov.).

Peskov a déclaré qu'il ne connaissait pas les détails concernant les forces russes et a renvoyé les questions au ministère de la Défense (via Reuters).

Qu'une armée ou l'autre se soit regroupée n'a été établi par aucun organe indépendant ; le récit de l'activité russe est celui de l'État-major général.

Aucun organe indépendant n'a encore attribué le drone qui a frappé l'établissement médical de Kherson.

Sources : A — Commission d'enquête sur l'Ukraine : A/HRC/59/CRP.2 (28 mai 2025), mise à jour présentée au Conseil des droits de l'homme (22 sept. 2025), A/80/497 (oct. 2025). B — Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026 ; administration régionale de Kherson et gouverneur O. Prokoudine, 2 et 5 nov. 2026 ; État-major général des Forces armées ukrainiennes, 1er–2 nov. 2026 ; Médiateur D. Loubinets, 2 nov. 2026 ; D. Arakhamia, 27 oct. 2026 ; administrations militaires de la ville et de la région de Kherson les 14 avr. et 13 juil. 2026. C — AFP (via Euronews, Malay Mail, Asharq Al-Awsat, Vive USA), Reuters (via Internazionale, The Financial Express, Devdiscourse), Al Jazeera, Kyiv Post, UNITED24 Media, Censor.net, Slovo i Dilo, LIGA.net, Gordon, le Kyiv Independent (1er–5 nov. 2026) ; la Première Dame des États-Unis Melania Trump sur X, 1er nov. 2026. RU — porte-parole du Kremlin D. Peskov, 2 nov. 2026 (AFP ; Reuters) ; commissaire russe aux droits de l'homme Ia. Lantratova, 2 nov. 2026 (Reuters). Tous consultés le 5 nov. 2026.

DOSSIER
V1 · 5 NOV. 2026 · DOSSIER DE SIX PAGES · CHIFFRES PRÉLIMINAIRES · VERSION EN LIGNE ET JOURNAL DES RECTIFICATIFS SUR LE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections

DOSSIER LE DROIT ET CE QUE NOUS DEMANDONS

LES ÉTABLISSEMENTS MÉDICAUX SONT PROTÉGÉS ; LES PAUSES DEVRAIENT ÊTRE RENOUVELABLES

Les hôpitaux civils ne peuvent en aucune circonstance être l'objet d'attaques ; la protection ne cesse que s'ils sont utilisés pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi, et seulement après une sommation fixant un délai. Une pause qui permet aux civils de partir ne fonctionne que si elle peut être renouvelée et vérifiée.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
NOV. 2026

ÉTABLI — PAR DES ORGANES MANDATÉS

Commission d'enquête (28 mai 2025) : les attaques de drones russes contre des civils à Kherson constituent le crime contre l'humanité de meurtre et le crime de guerre consistant à diriger intentionnellement des attaques contre des civils ; des ambulances ont été prises pour cible et frappées par des drones. A/80/497 (oct. 2025) : le crime contre l'humanité de transfert forcé (par. 54).

Les autorités ukrainiennes indiquent que vers 07:40 le 2 novembre 2026, un drone a frappé un établissement médical du centre de Kherson, sans victimes selon les données préliminaires, et que vers 08:00 un drone a blessé deux personnes dans une voiture (Administration militaire de la ville de Kherson ; administration régionale de Kherson). Aucun organe mandaté n'a vérifié ces frappes au 5 nov. 2026.

TENDANCE — CE QUE MONTRENT LES FAITS

Kherson, 14 avr. 2026 : un drone de type Molniya a frappé un hôpital du district de Tsentralnyï ; quatre membres du personnel blessés (Administration militaire de la ville de Kherson, via Ukrinform).

Kherson, 13 juil. 2026 : un drone FPV a frappé un établissement médical ; au moins 11 blessés, dont sept membres du personnel (administration militaire régionale de Kherson, via Slovo i Dilo).

Commission d'enquête (22 sept. 2025) : des drones ont frappé des ambulances et d'autres services d'urgence, les empêchant d'atteindre les victimes.

POSITION — QUALIFICATION RETENUE PAR L'UKRAINE

État-major général ukrainien : « l'ennemi a utilisé la pause humanitaire » pour fortifier ses positions (2 nov. 2026).

Administration militaire de la ville de Kherson : les forces russes ont repris la « chasse libre » aux véhicules après la trêve (2 nov. 2026).

LES RÈGLES APPLICABLES

IVe Convention de Genève, art. 18–19, et Protocole additionnel I, art. 12 : les hôpitaux civils et les unités sanitaires ne peuvent être attaqués ; la protection ne cesse qu'après une sommation fixant un délai.

Protocole additionnel I, art. 51(4)–(5) et 57 : les attaques sans discrimination sont interdites et toutes les précautions pratiquement possibles doivent être prises.

Statut de Rome, art. 8(2)(b)(ix) : diriger intentionnellement des attaques contre des hôpitaux — un crime de guerre.

IVe Convention de Genève, art. 17 : les parties s'efforceront de conclure des arrangements locaux pour l'évacuation des blessés, des malades, des personnes âgées et des enfants d'une zone assiégée ou encerclée.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS

Quel établissement médical a été frappé, si des patients s'y trouvaient, et l'unité qui pilotait le drone.

Combien de personnes ont quitté Olechky, et vers où ; ni Kyiv ni Moscou n'ont publié de bilan.

Pourquoi la Russie a refusé de prolonger la trêve ; le Kremlin ne s'est pas exprimé publiquement sur l'offre.

Si l'OMS et la HRMMU vérifieront la frappe.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Citer la frappe — avec sa source. Vers 07:40 le 2 novembre 2026, moins de neuf heures après la fin de la trêve d'Olechky, un drone a frappé un établissement médical du centre de Kherson, et vers 08:00 un drone a blessé deux personnes dans une voiture (Administration militaire de la ville de Kherson ; administration régionale de Kherson).

Rendre la pause renouvelable et vérifiable. Soutenir des pauses humanitaires autour d'Olechky surveillées par l'ONU et le CICR, avec un corridor renouvelable et vérifiable pour les personnes qui restent.

Exclure les établissements médicaux des plans de frappe. Demander à la Russie de cesser les frappes contre les établissements médicaux, que la IVe Convention de Genève, art. 18, protège en toutes circonstances.

Demander à l'ONU de vérifier. Demander à l'OMS d'enregistrer la frappe du 2 novembre comme une attaque contre les soins de santé, et à la HRMMU de vérifier les victimes à Kherson depuis la fin de la trêve.

Sources : A — Commission d'enquête sur l'Ukraine : A/HRC/59/CRP.2 (28 mai 2025), mise à jour présentée au Conseil des droits de l'homme (22 sept. 2025), A/80/497 (oct. 2025). B — Administration militaire de la ville de Kherson (Ia. Chanko), 2 nov. 2026 ; administration régionale de Kherson et gouverneur O. Prokoudine, 2 et 5 nov. 2026 ; État-major général des Forces armées ukrainiennes, 1er–2 nov. 2026 ; Médiateur D. Loubinets, 2 nov. 2026 ; D. Arakhamia, 27 oct. 2026 ; administrations militaires de la ville et de la région de Kherson les 14 avr. et 13 juil. 2026. C — AFP (via Euronews, Malay Mail, Asharq Al-Awsat, Vive USA), Reuters (via Internazionale, The Financial Express, Devdiscourse), Al Jazeera, Kyiv Post, UNITED24 Media, Censor.net, Slovo i Dilo, LIGA.net, Gordon, le Kyiv Independent (1er–5 nov. 2026) ; la Première Dame des États-Unis Melania Trump sur X, 1er nov. 2026. RU — porte-parole du Kremlin D. Peskov, 2 nov. 2026 (AFP ; Reuters) ; commissaire russe aux droits de l'homme Ia. Lantratova, 2 nov. 2026 (Reuters). Tous consultés le 5 nov. 2026.

DOSSIER
V1 · 5 NOV. 2026 · DOSSIER DE SIX PAGES · CHIFFRES PRÉLIMINAIRES · VERSION EN LIGNE ET JOURNAL DES RECTIFICATIFS SUR LE UKRAINE EVIDENCE HUB

page en ligne · journal des corrections